

anglais, s'ils étaient inspirés par le respect des droits des minorités, auraient dû mettre deux noms canadiens français sur chacune des listes de candidats sur lesquelles s'est faite la lutte. Mais, d'un autre côté, si les Canadiens français avaient eu l'esprit d'entente suffisant pour ne mettre que deux candidats sur les rangs, il est possible que l'un d'eux, au moins, aurait été élu. Les noms de M. Dumont Laviolette et de M. Irénée Boivin, avaient été proposés et les autres candidats de la même nationalité, MM. Laporte, Saint-Onge, etc., s'étaient retirés en leur faveur, lorsqu'a surgi la candidature de M. Wilfrid Marsan, poussée par quelques personnes intéressées dans le commerce de foin. M. Marsan, qui a fait assez parler de lui l'année dernière pour être connu de nom, de presque tout le commerce, n'en était pas connu sous un aspect assez favorable pour s'imposer comme membre du conseil du Board of Trade. Mais comme ses amis sont remuants et intrigants, ils ont réussi à détacher assez de votes des deux premiers candidats, en faveur de M. Marsan, pour les mettre tous les trois en écrasante minorité.

D'un autre côté, on s'étonne que l'Association des Epiciers de gros, où les Canadiens-français sont, sinon en majorité, au moins à égalité d'influence, ait choisi, cette année encore un Anglais, M. George Childs pour la représenter au conseil. C'est la seconde année que M. Childs la représente et les deux années précédentes, elle était représentée par M. D. L. Lockerby. C'était donc grandement le tour d'un Canadien-français.

Il est évidemment trop tard pour récriminer maintenant : mais nous voulions signaler les causes de l'échec actuel afin qu'on ait soin de les éviter l'année prochaine.

A moins qu'on ne se décidât à émigrer en masse à la Chambre de Commerce du District de Montréal, qui serait très fière de recevoir à bras ouvert de si importantes recrues !

En 1870, les lignes télégraphiques du Royaume-Uni, ont transmis 9,350,000 télégrammes ; en 1892, le nombre des dépêches est monté à 69,908,000. En 1870, le nombre des dépêches transmises aux Etats-Unis était de 9,157,646 ; en 1892, malgré l'énorme augmentation de la population, ce nombre se montait à 62,387,298. En France, en 1891, le télégraphe a transmis 32,297,000 dépêches. En Allemagne, la dernière statistique annuelle donne le chiffre de 31,175,100 dépêches ; en Autriche, de 10,835,300 dépêches et en Italie, de 8,322,925 dépêches.

La Crise Monétaire aux Etats-Unis.

Le stock d'or du trésor des Etats-Unis continue à se vider, par suite des exportations d'or en Europe, il est maintenant aussi bas qu'il était lors de la négociation du dernier emprunt de \$50,000,000. Et ce n'est pas étonnant, avec le système qui fait du trésor la banque de rachat de tous les billets des banques nationales. Les exportations des Etats-Unis en Europe sont restées, depuis quelque temps, beaucoup au-dessous de leurs importations ; il est, par conséquent, resté des soldes considérables à leur débit sur les places de Paris, Londres, Berlin, etc. Autrefois, les Français, les Anglais et les Allemands plaçaient beaucoup de capitaux en valeurs américaines, surtout en titres de chemins de fer ; et, au lieu d'envoyer à New-York de l'or, ils y envoyaient les traites des créanciers pour les soldes en question et l'or américain restait en Amérique. Mais ces placements ont cessé depuis le commencement de la crise financière actuelle ; il faut donc que les importateurs des Etats-Unis paient en numéraire et le seul numéraire ayant cours officiel à Berlin, Londres et Paris, c'est l'or. Pour payer en or, les importateurs—ou les banquiers qui paient pour eux,—prennent tout simplement des billets de banques nationales et, au lieu de les présenter aux banques qui les ont émis et où l'on demanderait une prime pour de l'or, ils les présentent au trésor fédéral qui s'est chargé de leur rachat en or.

Si ces billets, une fois rachetés par le trésor, étaient détruits, il y aurait au moins cet avantage que les responsabilités du trésor seraient diminuées d'autant, mais il n'en est rien.

Le gouvernement, comme nous l'avons vu, émet un emprunt de \$50,000,000 en or, pour refaire son stock d'or. L'emprunt est souscrit par les banques, qui fournissent ainsi au trésor de l'or de leur propre stock ; mais, comme ces banques dont les billets ont été rachetés, éprouvent le besoin de refaire leur circulation, elles déposent au trésor les obligations de l'emprunt de \$50,000,000 et se font remettre en échange \$45,000,000 en billets, lesquels billets sont ainsi une seconde fois disponibles pour la présentation au rachat en or par le trésor.

Comme on le voit, c'est un véritable tonneau des Danaïdes ; plus on y verse de l'or, plus on en fait sortir. Et ce va et vient est onéreux

pour le trésor qui paie de 3 à 3½ p. c. pour tout l'or qu'il emprunte, tandis qu'il fournit gratuitement l'or nécessaire au rachat des billets des banques nationales.

M. Cleveland a voulu faire cesser cet état de choses ; il avait proposé au congrès un nouveau système de banques et de circulation modelé à peu près sur celui du Canada. Un congrès de banquiers américains réuni à Baltimore, avait élaboré un autre projet, à peu près suivant les mêmes lignes. Mais le congrès n'a pas voulu s'occuper de l'un ni de l'autre, et, pour parer au plus pressé, le trésor va, dit-on, emprunter \$100,000,000, mais à l'étranger, afin que l'on ne puisse pas aussi promptement lui reprendre son or.

L'intention avouée de certains membres influents du congrès serait de mettre l'administration fédérale dans la nécessité de rendre à l'argent sa valeur de circulation, par l'absence de l'or. Lorsqu'il n'y aura plus d'or dans le pays, disent ils, il faudra bien payer en argent, et reconnaître, en pratique, l'égalité de valeur du dollar en or et du dollar en argent, qui n'existe actuellement qu'en théorie. On sera obligé de reprendre la frappe de l'argent et le produit des riches mines de l'ouest reprendra sa valeur.

Si les autres nations, disent-ils, veulent n'avoir que la monnaie d'or, libre à elles ; pour les Etats-Unis, qui sont si riches en argent, ils devraient être libres également d'avoir la monnaie d'argent.

De fait, les Etats-Unis peuvent bien établir chez eux l'argent comme élaton monétaire unique et forcer tous leurs nationaux à accepter un dollar d'argent pour la valeur d'un dollar. Mais pour les échanges avec l'étranger ce n'est pas la même chose. Il faudrait bien payer l'étranger avec la monnaie qu'il exigerait. Il s'ensuivrait qu'il y aurait pour toutes sortes de denrées, aux Etats-Unis, deux prix, l'un désignerait le prix en argent, l'autre le prix en or. Le premier servirait pour les échanges à l'intérieur, le second pour ceux à l'extérieur. Un minot de blé à Chicago, pourrait être coté 65c en or et \$1.00 en *currency* ; mais d'un autre côté, une verge de soie importée, qui aurait coûté \$1.50 en or, représenterait une valeur en *currency* de \$2.30 et ainsi de suite.

L'abondance de l'argent ferait hausser les prix—en *currency*,—de toutes les denrées, de tous les produits domestiques et augmenter également les salaires des travail-